



Comité permanent AGRI de la Chambre des communes – Enjeux relatifs au secteur horticole

Commentaires supplémentaires suite au témoignage du 2 mai 2024

L'Association pour le commerce biologique du Canada, ainsi que ses partenaires (Cultivons biologique Canada et Fédération biologique du Canada) apprécient l'occasion de partager les commentaires supplémentaires suivants à la suite de notre témoignage du 2 mai 2024 devant le comité permanent AGRI de la Chambre des communes. Ce mémoire répond aux questions posées par les membres du comité.

1. Recommandations pour adapter les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) (question de divers membres du comité)

Améliorer l'accès aux programmes de GRE

Nous souhaitons renforcer de nombreux témoignages dans cette étude qui reconnaissent que les programmes actuels de gestion des risques de l'entreprise (GRE) n'ont pas été conçus pour le secteur horticole en raison de la diversité de ses cultures périssables et de grande valeur et de la taille variable (souvent petite) de ses fermes. Ces défis sont particulièrement aigus et pertinents dans la production horticole biologique, en raison de la diversité et de la complexité des systèmes biologiques et du prix élevé des cultures biologiques.

Les producteurs biologiques font également face à des défis uniques lorsqu'ils accèdent aux programmes de GRE, notamment des prix de référence basés sur des prix moyens conventionnels (qui sont généralement inférieurs à la valeur des cultures biologiques), des coûts de production parfois plus élevés et des pratiques d'assurance, y compris des rabais sur la superficie.

Le soutien par le biais des programmes de GRE doit être modifié pour être plus abordable, accessible et opportun pour les producteurs horticoles. Les programmes de GRE devraient également tenir compte des risques particuliers, des préoccupations en matière d'accès aux marchés et de la valeur plus élevée des cultures associées à la production biologique. Par exemple, bien que certaines provinces, comme le Québec et la Saskatchewan, aient adapté leurs programmes d'assurance-récolte aux cultures biologiques, ces adaptations devraient être disponibles partout au Canada.

De plus, nous appuyons généralement les [recommandations](#) de Fermiers pour la transition climatique visant à améliorer les programmes de GRE.

Réduire les risques grâce aux programmes de GRE

Bien que des services de GRE adaptés soient essentiels à la gestion des risques, des ajustements de bon sens peuvent également être apportés pour réduire les risques pour les gouvernements et les producteurs. Les données montrent clairement qu'une meilleure santé des sols [réduit les risques de production \(lien en anglais\)](#). Un sol sain absorbe et retient plus d'eau, ce qui rend les agriculteurs plus résistants aux inondations et à la sécheresse, et réduit la dépendance aux intrants externes, ce qui aide à gérer les risques de revenus.

Cependant, les agriculteurs qui appliquent des pratiques de gestion bénéfiques (PGB) qui renforcent la santé des sols et réduisent les risques de leurs activités sont en fait désavantagés pour recevoir une assurance-récolte. [Des recherches](#) ont montré que les programmes actuels de GRE peuvent inciter les agriculteurs à adopter des pratiques plus risquées et réduire la probabilité qu'ils adoptent des pratiques (comme la diversification des rotations de cultures, l'amélioration de la santé des sols et l'adoption de pratiques de gestion optimales du climat) qui réduisent leurs risques. De plus, les programmes d'assurance-récolte incitent à convertir les terres marginales, les terres humides, les prairies et les zones boisées à la production agricole, ce qui peut entraîner d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures dissuasives entraînent une augmentation des coûts pour les contribuables, qui couvrent [60 %](#) de la facture d'assurance.

Pour maintenir un filet de sécurité agricole solide au 21^e siècle, les principes qui régissent l'évaluation des risques et la tarification dans le secteur privé devraient être appliqués aux programmes de GRE : risque plus faible = taux plus bas. Tous les assureurs du secteur privé récompensent les comportements à faible risque. Envisagez des « rabais pour les bons conducteurs » qui ne sont pas des pénalités pour être un conducteur moyen, mais des incitations pour encourager les meilleurs conducteurs.

Nous devons mieux protéger les agriculteurs canadiens en les aidant à réduire les risques grâce à l'adoption volontaire de pratiques de résilience et de renforcement des sols, tout en leur offrant des incitatifs financiers pour le faire.

Agri-protection est le plus coûteux des programmes de GRE, coûtant plus cher aux gouvernements que tous les autres programmes de GRE réunis. En raison des conditions météorologiques catastrophiques, les paiements d'assurance-récolte au Canada ont atteint [3,88 milliards de dollars](#) en 2023, une augmentation importante par rapport à 1,4 milliard de dollars en 2019. Des recherches menées par l'Agriculture Financial Services Corporation (AFSC) de l'Alberta ont révélé que [57 %](#) des paiements d'indemnisation entre 2000 et 2021 en Alberta étaient dus à la sécheresse seulement. Les phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents et violents suggèrent que les coûts de l'assurance-récolte ne feront qu'augmenter sans mesures d'atténuation. D'autres recherches visant à quantifier les avantages de réduction des risques de diverses PGB (et les interactions entre les combinaisons stratégiques de plusieurs PGB empilées) sont nécessaires pour évaluer les économies de coûts associées au programme et offrir des primes réduites ou des taux de couverture accrus sur le plan actuariel pour une adoption résiliente des PGB. Par exemple, la même [étude](#) (lien en anglais) de l'AFSC a révélé que les fermes ayant une teneur élevée en matière organique du sol ont de meilleurs rendements et des réclamations d'assurance-récolte plus faibles.

La production biologique offre un système pour une telle recherche et une voie vers la réduction des risques, car elle comprend un système réglementé de PGB empilées soutenues par une certification par une tierce partie. Ainsi, s'assurer que les programmes de GRE répondent adéquatement aux besoins de la production biologique contribue à la gestion globale des risques en agriculture.

Les risques sont particulièrement élevés pendant la période de transition de trois ans vers la production biologique, pendant laquelle les producteurs doivent respecter les normes biologiques mais ne peuvent pas encore commercialiser leurs produits en tant que produits biologiques. D'autres risques comprennent d'autres coûts tels que le nouvel équipement, le développement des connaissances nécessaires pour adopter de nouvelles pratiques et les baisses de rendement potentielles à mesure que les sols se tournent vers la gestion biologique, ce qui rend la transition biologique hors de portée pour de nombreux producteurs. Cette réalité justifie l'aide en cas de risque de transition dans de nombreuses juridictions et devrait être explorée pour les options de couverture dans les programmes de gestion des risques du Canada.

De plus, en tant qu'adopteurs précoces de pratiques agroenvironnementales, les producteurs biologiques ne sont souvent pas admissibles aux programmes de partage des coûts fondés sur l'additionnalité, comme le Fonds d'action à la ferme pour le climat, ce qui les désavantage par rapport aux producteurs qui reçoivent du soutien dans le cadre de ces programmes. Reconnaître les contributions du secteur horticole et investir dans l'amélioration continue de l'innovation et de la résilience à la ferme, c'est investir dans l'avenir du filet de sécurité agricole et de la sécurité alimentaire au Canada.

2. Recommandations pour une directive distincte sur les produits biologiques (question de la députée Leah Taylor Roy)

Directive sur la politique biologique : favoriser et encourager les pratiques agricoles résilientes

Justification

L'ampleur et l'impact des événements climatiques extrêmes ont été dévastateurs pour le secteur agricole canadien, y compris l'horticulture. **Pour répondre efficacement à ces changements, il faudra non seulement adapter les programmes actuels de GRE pour qu'ils soient plus réactifs, mais aussi adopter des approches novatrices pour atténuer les changements climatiques.**

Enracinées dans les systèmes agricoles autochtones, les pratiques biologiques sont utilisées pour gérer la santé de nos terres depuis de nombreuses générations. L'agriculture biologique est guidée par des principes et des normes liés à l'écologie, à la santé, aux soins et à l'équité, et offre aux agriculteurs une voie alternative et testée d'atténuation des risques pour lutter contre des conditions météorologiques extrêmes toujours plus nombreuses, qu'il s'agisse de petites, moyennes ou grandes exploitations.

La recherche scientifique a démontré les effets positifs des méthodes biologiques sur la résilience des exploitations agricoles. Les méthodes biologiques contribuant à l'augmentation de la séquestration du carbone, à la biodiversité, à la santé des sols et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre par acre, les agriculteurs devraient être davantage encouragés à adopter ces méthodes. Grâce à des programmes de formation des agriculteurs aux techniques biologiques et à des incitatifs à l'adoption, le gouvernement canadien pourrait atteindre plus rapidement les objectifs énoncés dans la Stratégie d'agriculture durable.

Bien que l'allégation biologique soit une loi fédérale dotée d'un solide système de surveillance de l'ACIA et de neuf accords d'équivalence biologique, le Canada ne dispose toujours pas d'un cadre stratégique pour faciliter la croissance et la compétitivité des aliments et de l'agriculture biologiques. Cela contraste fortement avec les mesures proactives prises par des juridictions comme les États-Unis et l'Union européenne qui ont mis en place une législation biologique avec des directives politiques spécifiques pour accroître la compétitivité et l'adoption de l'agriculture biologique. Non seulement nos concurrents commerciaux reconnaissent les nombreux avantages de la production biologique pour les moyens de subsistance ruraux et les possibilités de transformation accrues, mais ils adoptent également l'incitation à la production biologique pour améliorer les résultats économiques, environnementaux et sociaux. L'absence d'une stratégie claire au Canada met en péril la compétitivité des entreprises canadiennes et ne parvient pas à tirer parti de la myriade d'avantages de la production biologique.

Recommandation

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) bénéficierait de la mise en œuvre d'un cadre stratégique unifié pour les aliments et l'agriculture biologiques au Canada.

Un cadre stratégique sur l'agriculture biologique fournira le mécanisme des politiques et des programmes gouvernementaux pour s'assurer que tous les agriculteurs ont le même niveau d'accès aux outils de GRE, éliminer les obstacles à l'accès aux mesures de soutien pour les exploitants biologiques et encourager les pratiques agroécologiques qui contribuent à renforcer la résilience du secteur agroalimentaire canadien.

Le secteur biologique élabore un plan d'action biologique (PAB) pour développer tous les segments de la chaîne de valeur biologique et est uni dans sa demande d'un mécanisme politique pour soutenir la mise en œuvre du plan. Le PBA repose sur quatre piliers, notamment :

- Renforcement des infrastructures et des réglementations
- Développement du marché
- Croissance de la production et développement de la chaîne d'approvisionnement
- Recherche et l'innovation.

Ces piliers sont décrits plus en détail dans les principales recommandations du secteur biologique [pour un plan d'action national sur les produits biologiques](#).

Une directive sur la politique biologique devrait :

- fournir une reconnaissance et un engagement clairs pour encourager les pratiques agroécologiques, y compris biologiques, pour une plus grande résilience économique, environnementale et sociale
- aborder les 4 piliers du Plan d'action biologique :

1. Créer un cadre et une infrastructure favorables à la croissance

Maintenir et renforcer la confiance dans la marque Régime Bio-Canada en veillant à ce que les normes biologiques canadiennes soient à jour et appliquées de manière uniforme. Renforcer les connaissances et les capacités des gouvernements fédéral et provinciaux et des organisations biologiques afin d'établir un cadre durable pour une croissance durable à long terme.

2. Accélérer le développement de la production et de la chaîne d'approvisionnement

La production nationale (superficie et exploitants) doit augmenter pour répondre à la demande croissante de produits biologiques, réduire la dépendance croissante à l'égard des importations de produits biologiques et soutenir les objectifs climatiques, environnementaux et économiques du Canada. Les politiques doivent aborder le transfert de connaissances, les risques financiers et techniques qui constituent des obstacles à l'agriculture biologique, réduire les risques liés à la transition et investir dans la productivité et la rentabilité des exploitations agricoles. Les chaînes de transformation et d'approvisionnement à valeur ajoutée doivent être renforcées pour fournir une gamme de produits répondant à la demande biologique.

3. Stimuler le développement du marché

Il est essentiel de garantir un marché stable pour les produits finis de l'agriculture biologique afin d'assurer la viabilité à long terme du secteur. Une stratégie plus vaste comprenant l'éducation, la promotion et des programmes avec tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement (p. ex. les transformateurs, les détaillants, les fournisseurs de services alimentaires) et les consommateurs permettra d'accroître l'accès au marché et les possibilités commerciales, tant au niveau national qu'international.

4. Promouvoir la recherche avec un impact

La recherche scientifique en agriculture biologique stimule l'innovation et la productivité dans les systèmes de production alimentaire durables et résilients, transférables à l'ensemble de l'agriculture. L'investissement dans la recherche biologique renforce un modèle à faible niveau d'intrants qui contribue à l'atténuation du changement climatique, favorise la santé des sols et la biodiversité, augmente les recettes à la ferme et s'appuie sur un système de certification reconnu et réglementé à l'échelle internationale.

Grâce à des politiques fédérales solides et à des efforts collectifs, le Canada pourrait être prêt à répondre à la demande croissante de produits biologiques et à renforcer son rôle de chef de file mondial en matière d'agriculture durable.

3. Mesurer le coût de l'inaction climatique (question du député Tim Louis)

De nombreuses études ont été publiées sur le coût de l'inaction climatique à l'échelle mondiale. Pour l'agriculture au Canada, une analyse des investissements dans les programmes de GRE au cours des dernières années et de la relation avec les paiements et les impacts sur la résilience serait bénéfique. Des ajustements doivent être faits pour être plus réactifs. Considérer l'agriculture sous l'angle de la comptabilité des coûts réels aidera à comprendre les impacts des petits investissements sur le retour sur investissement.

Dans une [étude publiée en mars 2024 \(en anglais\)](#), Deloitte a examiné la question sous un angle différent, en plaidant en faveur du retour économique sur l'investissement des entreprises dans la durabilité plutôt que du coût. L'étude a révélé que « le report ou la suspension des investissements en matière de développement durable entraîne une perte de revenus et/ou des coûts plus élevés » et que l'investissement dans des stratégies de développement durable a démontré une analyse de rentabilité solide et positive.

Le rapport aborde le concept d'environnements favorables et d'approches plus proactives que réactives pour encourager l'adoption de pratiques durables, notamment la mise en œuvre de contrats de fournisseurs à plus long terme, de conditions de paiement améliorées, de partage des coûts pour les dépenses en capital et de financement pour soutenir la transition vers des pratiques agricoles régénératrices, entre autres. Ils discutent également de 12 stratégies de durabilité qui offrent un retour sur investissement positif, notamment : l'amélioration de la santé des sols, la protection et la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, la réduction de l'utilisation de produits chimiques nocifs, l'amélioration de la gestion de l'eau et la communication d'initiatives de durabilité crédibles et d'attributs de produits par le biais du marketing et des communications afin

de tirer parti des primes qui peuvent être obtenues en raison de la demande des consommateurs pour ces produits. **Ces stratégies sont toutes intégrées au système biologique vérifié par une tierce partie du Canada.**

4. Investir dans l'innovation environnementale (question du député Yves Perron)

Les producteurs devraient être reconnus pour leurs services écosystémiques et leurs contributions environnementales. Cependant, la reconnaissance de cette innovation environnementale devrait inclure l'innovation agroécologique au même titre que les solutions technologiques.

« Les innovations des agriculteurs agroécologiques répondent à des contraintes/échecs technologiques, en relation avec des problèmes de résistance des mauvaises herbes, de perte de fertilité des sols et de problèmes de santé liés aux pesticides... Souvent, les services de vulgarisation n'ont pas développé d'expertise agroécologique et les agriculteurs ont dû travailler collectivement pour trouver des solutions appropriées. (FAO, 2014 : 7-8)

Les contraintes des systèmes de production biologique stimulent l'innovation écologique qui a été adoptée dans l'ensemble de l'agriculture. Les agriculteurs biologiques sont des chefs de file dans le développement de pratiques novatrices fondées sur la recherche pour accroître la résilience des exploitations agricoles aux impacts climatiques, réduire la dépendance aux intrants à base de combustibles fossiles et obtenir des marges bénéficiaires plus élevées. Par exemple, les cultures de couverture, la lutte biologique contre les insectes ravageurs et les innovations en matière de désherbage mécanique développées en production biologique ont été largement adoptées dans tous les systèmes de production agricole. **La recherche en science biologique profite à tous les agriculteurs.**

[Des études](#) (lien en anglais) ont montré que l'agriculture biologique capte 44 % de carbone en plus, réduit les émissions de protoxyde d'azote de 40 %, utilise 45 % d'énergie en moins, réduit de 50 % les nitrates rejetés dans les eaux souterraines, crée des sols plus sains avec 13 % de matière organique en plus et protège la biodiversité, avec une richesse en espèces 30 % plus élevée et une abondance d'organismes 50 % plus élevée. Les résultats des grappes scientifiques biologiques canadiennes peuvent être consultés [ici](#), et le secteur biologique mène actuellement un projet de recherche visant à synthétiser les impacts environnementaux et économiques de la production biologique au Canada.

Comme d'autres adopteurs précoces, les agriculteurs biologiques assument les risques de tester de nouvelles pratiques résilientes et des innovations qui s'ajoutent à l'ensemble des connaissances permettant à tous les agriculteurs de s'adapter au changement climatique. Cependant, ils ne peuvent pas bénéficier des incitations offertes aux agriculteurs pour adopter ces PGB, car ils ont souvent déjà mis en œuvre ces pratiques dans leurs exploitations pendant la phase de validation de principe.

5. Importance d'un financement permanent pour la révision des normes biologiques canadiennes (question du député Yves Perron)

Un financement permanent devrait être investi dans l'élaboration des normes biologiques canadiennes et dans le maintien et l'interprétation des normes par le Comité d'interprétation des normes (CIN) canadiennes.

Un examen des normes biologiques canadiennes est requis tous les cinq ans. S'assurer que la norme est à jour est fondamental pour l'industrie canadienne de 10+ milliards de dollars et essentiel pour assurer l'accès au marché pour nos 35 accords d'équivalence commerciale, la confiance du public et la crédibilité auprès des consommateurs canadiens.

Contrairement à tous les partenaires commerciaux du Canada en matière d'équivalence, où les gouvernements fédéraux gèrent et financent entièrement les mises à jour obligatoires de leurs normes, l'industrie biologique canadienne dirige l'élaboration et le maintien des normes biologiques à des coûts et des efforts considérables pour l'industrie. L'obtention d'un soutien financier du gouvernement fédéral pour cette activité fondamentale est un effort récurrent qui signifie que le temps est réorienté des besoins essentiels liés à la vulgarisation et à la croissance du secteur.

Annexe 1 :

Adapter les avantages positifs de l'agriculture biologique à l'ensemble du secteur horticole pour une résilience accrue

(remarques préliminaires adaptées du témoignage du 2 mai 2024)

Les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs sont similaires quelle que soit la méthode de production et aujourd'hui plus que jamais, nous devons envisager toutes les approches possibles d'adaptation et de résilience en raison des nouvelles réalités climatiques. L'approche systémique globale de la production biologique signifie que la durabilité est automatiquement intégrée à ce mode de culture.

La reconnaissance internationale des produits issus de l'agriculture biologique, attribuée à leurs méthodes de culture durables, les désigne comme des produits haut de gamme. La catégorie des fruits et légumes biologiques représente près de 25 % de toutes les ventes de produits biologiques, détenant une part de marché de 6,6 %. La production est la plus élevée en Ontario, suivie du Québec et de la Colombie-Britannique. Ces chiffres peuvent sembler faibles, mais la croissance organique du marché a dépassé la croissance conventionnelle. Les deux tiers des Canadiens achètent des produits biologiques chaque semaine et le marché devrait tripler au cours des dix prochaines années, selon les données de SPINS. Bien qu'il s'agisse du cinquième plus grand pays consommateur au monde, seulement 3 % des fermes canadiennes détiennent une certification biologique, ce qui représente une occasion d'expansion importante.

L'absence évidente d'un cadre politique pour l'agriculture biologique au Canada le distingue comme le seul grand pays agricole à ne pas avoir une telle directive. Les trois organisations biologiques nationales se sont réunies pour formuler un plan d'action biologique

La nature réglementée du secteur biologique, associée à des accords commerciaux impliquant 35 pays, souligne sa présence mondiale. Cependant, sans directives politiques explicites, sans mécanismes de soutien et sans cadre global pour la croissance organique, le Canada fait face à un risque pour sa compétitivité. Les États-Unis et l'Union européenne, qui ont des investissements importants et des plans de croissance dans leurs directives, représentent un défi de taille pour la position du Canada en l'absence d'une approche comparable.

Le secteur biologique contribue à renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique dans notre secteur agricole, avec de nombreuses initiatives et apprentissages qui peuvent être adoptés par le secteur horticole au sens large.

Étude de cas ferme biologique : The New Farm, Creemore, ON

Renforcer la santé des sols pour accroître la résilience

En août 2023, il y a eu trois épisodes de pluie de plus de deux pouces en moins d'une heure, dont un de trois pouces en moins de 30 minutes, qui ont complètement inondé les champs. Cependant, grâce à la santé et à la structure du sol de la ferme, l'eau s'est infiltrée en seulement 30 minutes, ce qui a permis de récolter toute la récolte, tandis que les cultures des voisins ont été gravement endommagées.

La santé des sols est essentielle à la résilience climatique de la ferme. Grâce aux pratiques de la ferme, la matière organique du sol est passée de 3 % à 5-6 % dans l'ensemble de la ferme. Pour chaque augmentation de 1 % de la matière organique du sol, les sols peuvent contenir 25 000 gallons d'eau supplémentaires par acre.

Cela a été réalisé grâce à des pratiques telles que le semis direct utilisant des bâches sur les légumes et les salades vertes. Le sol non labouré reste 6 à 9 degrés plus frais sous la bâche que le sol labouré, car il retient plus d'humidité, ce qui permet une meilleure germination et moins d'irrigation. Le bétail, y compris les bovins, les porcs et les poulets, a été intégré avec succès pour faire paître en rotation les cultures de couverture de la ferme chaque année, réduisant encore leur dépendance aux intrants externes et les coûts des intrants tout en fertilisant naturellement les sols. La recherche montre qu'un sol sain augmente également la densité nutritionnelle des cultures. Par exemple, la Bionutrient Food Association a constaté que les légumes cultivés de manière régénératrice contenaient 21 % de nutriments en plus que les moyennes américaines pour huit cultures.

Un approvisionnement alimentaire national résilient est essentiel pour la sécurité alimentaire. Le Canada importe les trois quarts de ses fruits et légumes, dont une grande partie de la Californie. Cela nous rend vulnérables aux impacts du changement climatique et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. En 2018, lorsque la sécheresse en Californie et l'ouragan Michael simultanément en Floride ont entraîné des pénuries, les sols plus frais de la ferme ont permis de poursuivre la production alors que d'autres ne pouvaient pas poursuivre la production. La récolte a été vendue si rapidement que la ferme a fermé deux semaines plus tôt cette année-là. Au plus fort de la pandémie de COVID, les marchés fermiers et les petits producteurs, dont beaucoup sont biologiques,

ont pu continuer à fournir des produits frais aux Canadiens. Cela souligne la nécessité d'accroître non seulement la production nationale, mais aussi la résilience des exploitations agricoles. Pour ce faire, nous devons être en mesure de concurrencer les importations bon marché, y compris en provenance des États-Unis.

Autres recommandations

De nombreuses fermes horticoles participent au Programme des travailleurs agricoles saisonniers, en payant des salaires équitables et en se conformant aux normes plus élevées de ce programme. Le comité devrait envisager des solutions pour remédier à ce déséquilibre, comme des subventions salariales.

Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) doivent s'adapter à différents types de systèmes agricoles. Les fermes horticoles et les petites exploitations biologiques diversifiées ne peuvent pas accéder aux GRE actuelles. Il est essentiel de disposer d'une couverture d'urgence abordable et d'une couverture de l'ensemble de l'exploitation. Les programmes de GRE devraient également tenir compte des effets des pratiques sur la santé des sols et les encourager à atténuer les risques.

Les nouveaux programmes climatiques doivent être adaptés pour soutenir l'innovation dans les exploitations agricoles, comme The New Farm. The New Farm n'a pas été en mesure d'accéder à des programmes comme le Fonds d'action à la ferme pour le climat, malgré son élaboration de pratiques largement adoptées dans le secteur agricole.

L'agriculture biologique offre une voie à long terme vers la résilience, mais la période de transition peut être trop risquée pour de nombreux agriculteurs. Pour éliminer les obstacles pour les autres :

1. **Accroître l'accès à l'éducation** pour que les producteurs comprennent comment renforcer la santé et la résilience des sols. Nous avons établi un site de démonstration sur notre propre ferme. L'investissement public peut reproduire et intensifier l'éducation et le soutien indépendant à la vulgarisation.
2. **Fournissez un soutien financier**, en particulier pendant la période de transition, pendant laquelle vous devez pratiquer l'agriculture biologique mais sans la prime de prix. Soutenir les frais de certification aiderait davantage de producteurs à passer au bio et nous aiderait à concurrencer les États-Unis, qui subventionnent les frais de certification annuels.

3. **Développer la demande** pour assurer l'accès au marché pour nos produits. Cela peut inclure les exigences en matière de marchés publics, y compris les programmes pour les restaurants et les commerces de détail. Le Danemark a connu un grand succès avec un objectif d'approvisionnement en aliments locaux et biologiques à 60 % dans des institutions publiques comme les écoles et les hôpitaux. Nous pouvons tirer parti du nouveau programme d'alimentation scolaire du Canada.

Alors que nous entrons dans une période de crise mondiale, les agriculteurs doivent être reconnus et soutenus en tant que service d'urgence. Le moment est venu d'investir dans les infrastructures pour reconstruire des fermes résilientes et des systèmes alimentaires locaux, tant qu'il en est encore temps.

Annexe 2 : Faits en bref sur les produits biologiques au Canada

DES FAITS EN BREF À PROPOS DU

BIOLOGIQUE

AU CANADA

Association pour le commerce
Biologique
du Canada 

VENTES

10,26 \$^{*}
milliards

dépenses annuelles par des
canadiens en produits
biologiques

ALIMENTS ET BOISSONS

Évaluées à

7,94 \$^{*}
milliards

5^e

marché le plus
important au monde

3.3% de part du marché
mondial au Canada

IMPORTATIONS

935,8 \$ M

9 % de croissance en 2022
par rapport à 2021

EXPORTATIONS

554,9 \$ M

33 % de croissance en 2022
par rapport à 2021

*Estimation à l'aide d'un taux de croissance moyen composé (TCAM)

PRÉFÉRENCES DES CONSOMMATEURS

Plus de la moitié

55 %



déclarent rechercher des aliments
biologiques lorsqu'ils font leurs
courses ou mangent hors de chez eux

Trois personnes sur cinq

60 %



sont prêtes à payer
plus cher pour des
produits issus de
l'agriculture biologique

Impacts environnementaux de l'agriculture biologique



Capte **44 %** de
carbone en plus

Réduit les émissions de carbone de **40 %**



Utilise **45 %** moins d'énergie

Réduit de **50 %** les nitrates
rejetés dans les eaux souterraines



Crée des sols plus sains, avec une teneur
en matière organique supérieure de **13 %**



COMMERCE



Le Canada est un meneur mondial en produits biologiques :

4^e
plus grand
producteur de légumineuses

6^e
plus grand
producteur de céréales

Le Canada exporte plus de **180,000 TM** par an

9^e
plus grand
producteur d'oléagineux

production
99%
des baies biologiques du monde entier

OPÉRATEURS CERTIFIÉS



7702

activités biologiques certifiées
3,7% de diminution depuis 2021



6069

producteurs certifiés
0,54% de diminution depuis 2021



1973

transformateurs certifiés
7,99% de diminution depuis 2021



777

producteurs de bétail certifiés
0,89% de diminution depuis 2021



47

opérateurs aquacoles biologiques
2% augmentation depuis 2021

63%

des agriculteurs biologiques gagnent plus de 100 000 dollars, comparativement à 46 % des agriculteurs non biologiques

Source: Données du recensement du 2021



Opérateurs alimentaires biologiques par province

3413	1453	899	826	652	242	200	17
Québec	Ontario	Sask.	C.-B.	Alberta	Atlantique	Manitoba	Territoires

Producteurs biologiques par province

2827	1000	822	571	503	187	153	6
Québec	Ontario	Sask.	Alberta	C.-B.	Atlantique	Manitoba	Territoires

Transformateurs biologiques par province

855	507	322	87	85	55	51	11
Québec	Ontario	C.-B.	Alberta	Sask.	Manitoba	Atlantique	Territoires

Producteurs de bétail biologiques par province

272	232	113	59	50	28	19	3
Québec	Ontario	C.-B.	Manitoba	Alberta	Sask.	Atlantique	Territoires

Opérateurs aquacoles biologiques par province

34	10	2	1	0	0	0	0
Québec	Atlantique	Ontario	C.-B.	Alberta	Sask.	Manitoba	Territoires

ACRES CERTIFIÉS



3.8G

Acres certifiés
29% augmentation depuis 2021

Acres certifiés biologiques par province (Mille acres)

1031.61	996.16	619.73	484.71	339.99	233.67	100.19	0.50
Sask.	Ontario	Québec	Alberta	Atlantique	C.-B.	Manitoba	Territoires